

PRÉFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE COMPLEMENTAIRE

portant réglementation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT



Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée au titre I - Livre V du Code de l'Environnement susvisé, et notamment son article 18 ;
- VU le décret 53-578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des installations classées, modifié notamment par le décret 99-1220 du 28 décembre 1999 et en particulier son article 3 ;
- VU la directive 96/82/CE dite directive SEVESO II ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le recensement des substances effectué par l'exploitant conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 modifié par l'arrêté ministériel du 15 juin 2000 relatifs aux silos et installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tous produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1999 autorisant la COOPAGRI BRETAGNE à exploiter en particulier une usine de fabrication d'aliments du bétail et une unité de stockage et de fabrication d'engrais de fertilisation à base de nitrates, à PLOUAGAT, au lieu-dit « Kérichard » ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 9 octobre 2001 ;
- VU la consultation effectuée le 18 octobre 2001, conformément à l'article 10 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 26 octobre 2001 ;
- CONSIDERANT qu'il s'agit d'un nouvel établissement entrant dans le champ d'application de la directive dite "SEVESO II" et de ses textes de transcription en droit français, notamment l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé ;
- CONSIDERANT qu'il convient dans ce cas de préciser l'étendue de l'étude des dangers, conformément à la circulaire ministérielle du 10 mai 2000, s'agissant notamment :
- de la notion nouvelle d'établissement introduit par la directive ;
 - de l'examen des risques par effet "domino" ;
 - de la nécessité de conduire une analyse détaillée des risques ;
 - des mesures d'organisation et de gestion pour la prévention des accidents et de leurs effets ;
 - de l'information des populations concernées par les risques ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

- ARRETE -

Article 1 -

Les dispositions suivantes complètent les prescriptions de l'arrêté du 5 janvier 1999 de l'établissement spécialisé notamment dans la fabrication d'aliments du bétail et dans le stockage et la fabrication d'engrais de fertilisation à base de nitrates que la COOPAGRI BRETAGNE exploite au lieu-dit « Kérichard » à PLOUAGAT. Les prescriptions contraires sont abrogées.

Article 2 - champ d'application

L'établissement, c'est à dire, l'ensemble des installations classées relevant de l'exploitant situées sur le site de la commune de PLOUAGAT, y compris leurs équipements et activités connexes, relève des dispositions du paragraphe 1.2.1 de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000.

Article 3 - recensement des substances

Avant le 31 décembre de chaque année l'exploitant actualise son recensement des substances présentes dans l'établissement conformément à l'article 3 de l'arrêté du 10 mai 2000, et l'adresse au préfet. Le cas échéant les variations quantitatives ou qualitatives de substances susceptibles d'être présentes sont explicitées et justifiées. Copie de cette déclaration est transmise à l'inspection des installations classées dans le même délai.

Article 4 - politique de prévention d'un accident majeur

L'exploitant conduit et actualise une politique visant à prévenir les accidents majeurs et à en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement, sur la base des accidents envisagés dans l'étude des dangers.

Les moyens mis en œuvre pour l'application de cette politique sont proportionnés aux accidents majeurs identifiés dans l'étude des dangers définie à l'article 5 ci-après.

Cette politique actualisée fait l'objet d'un document écrit qui formalise l'engagement de la direction. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant, assure l'information du personnel de l'établissement sur cette politique, veille à tout moment à son application et met en place des dispositions de contrôle.

Article 5 - contenu des études des dangers

Conformément à l'article 3-5 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant réalise une étude des dangers qui décrira les mesures techniques propres à réduire la probabilité et les effets des accidents.

L'étude des dangers définira les mesures d'organisation et de gestion pertinentes pour la prévention de ces accidents et de leurs effets.

L'étude des dangers intégrera, non seulement les unités de fabrication et de stockage, mais aussi les infrastructures et les activités connexes aux installations.

L'étude des dangers devra permettre, indépendamment de l'analyse et de la prévention des risques :

- de procéder à l'information du personnel et des exploitants d'installations classées voisines situées dans le périmètre de danger ;
- de fournir les éléments nécessaires à la réalisation des POI ;
- de définir les règles éventuelles, nécessaires à la maîtrise de l'urbanisation.

.../...

Article 6 - paramètres et équipements importants pour la sécurité

L'étude des dangers comprend un chapitre consacré au recensement et à l'analyse des facteurs importants pour la sécurité des installations : paramètres, équipements, procédures opératoires, instructions et formations des personnels, ceci dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée.

Les travaux et mesures préconisés dans l'étude de dangers transmise en août 2000 devront être mis en œuvre par l'exploitant.

Article 7 - prévention des effets "domino"

L'étude des dangers examine les risques d'effet domino entre les installations de l'établissement ou avec les établissements voisins. Des informations adéquates sont échangées entre les établissements.

L'exploitant tient informé les exploitants d'installations classées voisines, des risques d'accidents majeurs identifiés dans son étude des dangers, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.

L'exploitant transmet copie de cette information au préfet, copie en est faite à l'inspecteur des installations classées.

Article 8 - plan d'opération interne (POI)

A partir des éléments fournis par l'étude des dangers, l'exploitant élabore le plan d'opération interne (POI) de son établissement. Ce plan est testé périodiquement et mis à jour tous les 5 ans.

Article 9 - maîtrise de l'urbanisation

A partir de l'évaluation des conséquences d'un accident majeur effectuée dans l'étude des dangers, l'exploitant justifie et met en œuvre des mesures techniques complémentaires de façon à ne pas dépasser, en limite de l'établissement, les seuils des effets irréversibles pour l'homme.

Dans le cas où cet objectif ne pourrait pas être atteint, une délimitation des zones d'effets ainsi qu'une information sur les risques sont portées à la connaissance des maires concernés et les articles 10, 11 et 12 ci-après sont applicables.

Cette information est réalisée sur la base d'un document fourni par l'exploitant qui comprend, sous forme de cercles concentriques, la définition de deux zones :

- une zone Z1 d'effets rapprochés correspondant à la limite létale ;
- une zone Z2 d'effets éloignés correspondant à la limite des effets irréversibles.

Article 10 - plans de secours spécialisé (PSS)

L'exploitant, sur la base des scénarios établis dans l'étude des dangers, fournit au préfet les éléments permettant d'établir le plan de secours spécialisé (PSS) de l'établissement.

Article 11 - alerte des populations

L'exploitant assure, en cas de nécessité, une alerte efficace auprès du voisinage, dès lors que les conséquences d'accidents majeurs identifiés dans l'étude des dangers, sont susceptibles d'affecter les populations concernées par le risque.

.../...

Article 12 - information préventive des populations

Conformément à l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 77 modifié, dès lors que les conséquences d'accidents majeurs identifiés dans l'étude des dangers, sont susceptibles d'affecter la population voisine :

- une information préventive des populations doit être réalisée au moyen d'un support écrit approprié, brochure, plaquette, etc) diffusé auprès des personnes concernées par un accident ;
- L'exploitant soumet à l'approbation du préfet, après consultation des maires intéressés, ses propositions pour l'information préalable de la population concernée par les risques encourus et les consignes à appliquer en cas d'accident ;
- cette information couvre les distances retenues lors de l'élaboration du PSS, ou à défaut, le périmètre établi à partir de l'enveloppe des scénarios d'accidents les plus graves mis en évidence par l'étude des dangers ;
- les consignes à suivre et le comportement à adopter en cas d'accident sont présentées de manière visuelle et synthétique sur un support résistant. Le contenu de cette information est approuvé par les services de la protection civile, après consultation des maires intéressés.

Article 13 - La disposition 9-3 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1999 est remplacée par :

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter une explosion et un incendie dans une installation de dépoussiérage et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. Cela peut être l'une ou plusieurs des mesures suivantes : fractionnement des réseaux, dispositifs de découplage de l'explosion, arrosage à l'eau... Ces dispositions doivent être définies et justifiées dans l'étude des dangers.

Le fonctionnement des équipements de manutention doit être asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage.

Les centrales d'aspiration (cyclones, filtres...) des systèmes de dépoussiérage de type centralisé doivent être protégées par des dispositifs contre les effets de l'explosion interne et externe ; les filtres doivent être sous caissons.

Les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage doivent être dimensionnées et conçues de manière à ne pas créer de dépôts de poussières.

Le stockage des poussières récupérées doit respecter la prescription 10-2 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1999.

En cas d'emploi de filtres ponctuels, l'exploitant devra s'assurer auprès du constructeur que ces systèmes sont utilisables dans des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives.

Article 14 - La disposition 13-1-3 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1999 est complétée par :

Le rapport de contrôle doit comporter :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives.
- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 et du décret du 14 novembre 1988.

.../...

Article 15 - délais d'application

Les prescriptions des articles 5, 6 et 7, relatives à l'étude des dangers, sont applicables au 31 décembre 2001.

Article 16 -

« Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement). La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est :

- de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter du jour où la présente décision a été notifiée,
- de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté ».

Article 17 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions complémentaires imposées à l'exploitant, sera affiché en mairie de PLOUAGAT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de COOPAGRI BRETAGNE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de COOPAGRI BRETAGNE dans deux journaux d'annonces légales du département : « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

Article 18 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de PLOUAGAT,

Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à COOPAGRI BRETAGNE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le **14 NOV. 2001**

LE PREFET,
Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet,

Directeur de l'Industrie

Le Secrétaire Général

Le Préfet

Jacques L. RAU